

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Il doit partir, vite !

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : vendredi 1er mai 2009

Démocratie & Socialisme

Entre 80 et 90 000 chômeurs de plus... chaque mois. 250 000 emplois détruits pour 2009, selon les plus basses estimations de l'Unedic, qui table sur une récession de 1 %. Or, la chute de la croissance risque d'être plus forte que cela... Et même si l'on croit les anticipations du FMI qui « voit » un retour à 0,5 % de croissance en 2010 (mais quel crédit leur apporter, ont-ils vu venir la crise ?), le chômage continuerait d'augmenter d'au moins 120 000 chômeurs.

Voilà qui met définitivement fin à l'idée selon laquelle cette crise n'est que financière et ne contaminerait pas « l'économie réelle ».

Ce n'est pas pour autant la fin des idées stupides.

Rappelons nous, c'était le 14 septembre 2006, à Paris, devant la « Convention pour la France : Combattre la précarité, permettre à chacun d'être propriétaire ». Nicolas Sarkozy, alors candidat, fait son plaidoyer pour le crédit hypothécaire. En 2007 alors que la crise s'étendait aux États-Unis, le discours de Sarkozy n'avait toujours pas changé :

« Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. »

Et c'est justement du surendettement des ménages américains ainsi que des crédits hypothécaires, les subprimes, qu'est venue la crise. Ce système tant admiré, tant vanté par la droite, est en fait le seul et l'unique responsable de la crise. Crise qui touche évidemment en premier lieu les plus précaires, les plus démunis. C'est leur politique, celle que nous, socialistes, combattons depuis des années, celle de la dictature des marchés financiers, du non-droit pour les capitaux, qui nous a conduit droit dans le mur.

Cette crise est leur crise, c'est la crise de leur système. Et pourtant, c'est nous qui la payons. Face à l'immense échec des politiques libérales, ont-ils au moins la présence d'esprit de changer de cap ?

Ce gouvernement et ce président ont une vue si étriquée, des valeurs si réactionnaires qu'ils en sont bien incapables. Ils « maintiennent le cap des réformes ». Leurs « réformes » nous ont conduit dans le mur ? Peu importe, disent-ils, nous avons été élus pour les mener jusqu'au bout, c'est ce que nous ferons. Et ils recapitalisent les banques en perte avec de l'argent public, le nôtre, celui des salariés-contribuables, pour mieux re-privatiser plus tard : privatisation des profits, socialisation des pertes.

Fiers d'eux, ils nous disent que la France s'en sort mieux, du moins moins mal que les autres pays développés. Hypocrisie encore une fois. Si le choc de la crise est moins brutal en France qu'en Espagne ou en Italie, c'est parce qu'il reste ce minimum de protection sociale qu'ils n'ont pas encore eu le temps de briser. Car c'est cela le contenu de leurs réformes : remplir les caisses du privé avec de l'argent public. Piller la Sécu, les services publics, abaisser au maximum les salaires, tout cela pour le seul profit des amis-actionnaires du président. Les grands patrons du CAC 40 (les 40 plus grandes entreprises de France cotées en bourse) eux, s'en sont mis plein les poches ces dernières années. Leurs profits ont explosé, ils ont spéculé avec et ont provoqué indirectement la crise. Et si elle est relativement moins forte qu'ailleurs, c'est parce que depuis des années, des syndicats, des militants, des salariés, se sont battus pour que les protections sociales ne disparaissent pas.

C'est ce qu'il reste de l'allocation chômage, du salaire minimum, ce minimum de redistribution des richesses qui permet encore aux Français de consommer, et donc aux entreprises de produire.

Alors ils doivent partir, et vite !

La colère sociale monte depuis des mois. Il y a toujours plus de monde à chaque journée de mobilisation, et toujours plus de colère. Les Français le sentent bien, ce sont les politiques libérales, celles de Sarkozy et de ses amis Bush, Berlusconi... qui nous ont menés là. Ils ont compris que ce n'est plus possible dorénavant, qu'il faut changer de cap pour sortir de la crise et non pas s'entêter dans la voie de la catastrophe. Ils savent aussi que ce gouvernement ne le peut pas. Sarkozy, « chef du gouvernement » et symbole du système est la cible de cette mobilisation.

Ils nous ont menés à la crise, maintenant ils ne savent pas comment nous en sortir, alors ils doivent partir.

David Torres